



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
23 avril 2015
Français
Original : espagnol

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

**Observations finales concernant le rapport conjoint
valant cinquième et sixième rapports périodiques
du Chili**

Additif

**Renseignements reçus au sujet de la suite donnée
aux observations finales***

Date de réception : 26 février 2015]

Note : Le présent document est distribué en espagnol, en français et en anglais uniquement.

* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.

15-06327X (F)



Merci de recycler



Historique

Au paragraphe 56 des observations finales sur les cinquième et sixième rapports périodiques du Chili (CEDAW/C/CHL/CO/5-6), qui porte sur la « Suite donnée aux observations finales », le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé à l'État chilien que dans un délai de deux ans il fournisse par écrit des renseignements sur les mesures adoptées pour mettre en œuvre les recommandations énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 19 (concernant la violence à l'égard des femmes) et aux alinéas a) et b) du paragraphe 25 (concernant la participation des femmes à la vie politique et publique).

Ci-dessous, comme l'a demandé le Comité, il est fait état des principales mesures adoptées au plan interne pour mettre en œuvre les recommandations indiquées :

I. Violence à l'égard des femmes

19. Le Comité demande à l'État partie de :

a) Modifier la loi sur la violence familiale (loi n° 20.066) pour y inclure une définition spécifique de la violence familiale en tant qu'infraction pénale qui couvre aussi bien la violence physique que la violence psychologique et pour supprimer l'obligation d'établir qu'il y a « mauvais traitement habituel » afin que tout acte de violence familiale fasse l'objet d'une enquête et que les auteurs soient traduits en justice;

À cet égard, on peut signaler que loi actuelle sur la violence familiale (loi n° 20.066), porte sur la violence physique aussi bien que psychologique. Toutefois elle ne vise que le contexte familial et les relations de couple en excluant les autres manifestations de violence à l'égard des femmes. C'est pourquoi dans son programme le Gouvernement de la Présidente de la République, M^{me} Michelle Bachelet, s'est engagé à modifier la loi actuelle sur la violence familiale en y incluant tous les types de violence sexiste à l'égard des femmes et non pas seulement celle vécue au sein des familles ou entre conjoints, c'est-à-dire que ces types de violence (conjugale, sexuelle, ou autre) se produisent dans le domaine public ou privé.

Il a fallu de ce fait évaluer l'efficacité de la loi n° 20.066 pour prévenir, sanctionner et éliminer la violence contre les femmes, ce qui permettra d'évaluer aussi le délit de mauvais traitement habituel. Sans préjudice de ce qui précède, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle la violence psychologique et physique sans lésions, même si elle ne revêt pas un caractère « habituel » est sanctionnée par des poursuites devant les tribunaux de la famille.

Dans le cadre de la politique tendant à éliminer la violence à l'égard des femmes qu'élabore le Chili et pour mettre en œuvre le programme du Gouvernement de la Présidente Bachelet, le Service national de la femme a fait procéder en juillet 2014 à l'élaboration du **Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes**, dont le projet, tel que présenté, prévoit une mise en œuvre progressive au cours de la période de gouvernement de la Présidente Michelle Bachelet.

L'organigramme de ce plan d'action national prévoit une **Coordination générale** assurée par les plus hautes autorités de chaque organisme public, un

Comité technique auquel participent les homologues de chacune des institutions impliquées ainsi que les représentants et représentantes d'organismes internationaux et de la société civile.

Ce plan national a pour objectifs de renforcer les compétences dans les différents secteurs afin de prévenir la violence à l'égard des femmes et de lutter contre elle en formulant des stratégies visant à faire prendre des mesures qui traitent de cette question au plan national. C'est dans ce cadre qu'a été entamé un processus de révision des points forts et des points critiques de la loi n° 20.066 sur la violence familiale et que l'on a commencé à s'efforcer de produire, d'ordonner et d'enregistrer de manière unifiée les informations nécessaires pour connaître et comprendre la violence à l'égard des femmes au Chili en jetant les bases d'un système intégré d'information.

Cette stratégie que le Gouvernement est en train d'élaborer s'inscrit dans le cadre des divers instruments internationaux auxquels l'État chilien a souscrit, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de 1979 et la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (1994).

Dans le cadre du plan d'action national, a été créée le 10 septembre 2014 la Commission « Points critiques et points forts de la loi n° 20.066 », qui a pour objectif de faire ressortir les points forts et les points critiques de l'application actuelle de ce texte ainsi que les modifications nécessaires pour doter le Chili d'une législation sur la violence sexiste à l'égard des femmes qui en renforce les effets et la portée.

Cette commission se compose de membres d'institutions de l'État ou d'organisations de la société civile et d'organismes internationaux. Elle poursuit les résultats suivants :

1. Un diagnostic de la loi n° 20.066 actuelle;
2. Un débat et une réflexion sur les difficultés qu'implique l'élaboration d'un nouveau texte législatif sur la violence sexiste à l'égard des femmes;
3. Un rapport partiel sur l'état d'avancement du diagnostic de la loi n° 20.066 en vigueur et sur les difficultés qu'implique l'élaboration d'un nouveau texte législatif sur la violence sexiste à l'égard des femmes;
4. Un rapport final sur la systématisation totale des processus relatifs :
 - i) au diagnostic de la loi n° 20.066 actuelle;
 - ii) à la discussion sur les idées défendues par la majorité, sur les points de divergence importants et sur les mécanismes complexes

Les résultats obtenus par cette commission constitueront une contribution au projet de loi portant modification de la loi n° 20.066 qui sera présenté au Congrès national au cours du deuxième trimestre de 2015.

Une des décisions importantes de cette commission concerne la nécessité de progresser vers une législation intégrée en matière de violence à l'égard des femmes. Cette évolution implique un changement qualitatif entre la législation actuelle sur la violence familiale (de première génération) et une législation de deuxième génération c'est-à-dire qui aborde de manière intégrée la violence sexiste

à l'égard des femmes non seulement dans le cadre familial, mais également dans les espaces publics en tenant compte des diverses formes que revêt la violence subie par les femmes dans le pays.

II. Participation à la vie politique et publique :

25. Le Comité invite l'État à :

a) Envisager d'adopter, si nécessaire, des mesures temporaires spéciales, afin que la participation pleine et égale des femmes à la vie publique et politique devienne plus rapidement une réalité;

b) Intensifier ses efforts pour accroître la participation des femmes à la vie politique aux niveaux national et municipal, notamment en menant des campagnes de sensibilisation s'adressant aussi aux femmes autochtones, en incitant les partis politiques à désigner un nombre égal d'hommes et de femmes candidats et en allouant des fonds suffisants pour financer les campagnes des candidates;

S'agissant des recommandations citées, il y a lieu d'indiquer que le programme de gouvernement de la Présidente de la République, M^{me} Michelle Bachelet, prévoit que seront prises « des mesures pour le partage équilibré entre hommes et femmes au sein du Congrès, dans les instances dirigeantes des partis politiques, dans les institutions publiques, aux postes de direction et aux conseils d'administration des entreprises auxquelles l'État participe, au sein du Cabinet ministériel et du Gouvernement au plan régional; nous élaborons des programmes de vulgarisation des droits et un Fonds national d'appui aux initiatives tendant à renforcer la vie associative et le rôle dirigeant des femmes ».

Pour mettre en œuvre les engagements énoncés dans ce programme, des mesures sont prises dans différents domaines :

Dans le domaine électoral il a été procédé à l'élaboration d'un **projet de loi qui « remplace le système électoral binominal par un système à caractère proportionnel sans exclusive et renforce la représentativité du Congrès national »**. Ce projet, présenté dans le cadre d'un message présidentiel, a été soumis au Congrès national le 6 mai 2014 (bulletin 9326-07) et approuvé en troisième lecture devant la Chambre des députés le 20 janvier 2015, l'étape suivante étant celle du contrôle préventif obligatoire du tribunal constitutionnel.

L'approbation de ce projet de loi non seulement permettra à notre système électoral parlementaire de progresser en matière de proportionnalité mais ce projet énonce en outre un **critère de parité des sexes** à respecter lors de l'établissement des listes qui prévoit qu'aucun des deux sexes ne peut être représenté au-delà de 60 % ni en dessous de 40 % du total des candidats/candidates.

Outre l'instauration du critère de parité des sexes visant à réformer le système électoral, il est établi que toute infraction à cette norme entraîne le rejet de toutes les candidatures du parti qui n'auront pas rempli cette condition, sans préjuger de la possibilité de corriger la proportion de candidatures en fonction du pourcentage prévu de répartition entre les sexes. De même, une mesure d'incitation économique est mise en place aussi bien pour les candidates - il est prévu un remboursement plus important de 0,0100 unité de paiement pour chaque vote que celles-ci obtiennent qu'elles soient ou non élues - que pour les partis (500 unités de paiement

pour les candidates élues). Cette mesure incitative vise à pousser les partis à appuyer efficacement leurs candidates et à ne pas se contenter de leur laisser quelques possibilités d'être élues. Aussi bien le quota prévu pour les femmes que les mesures d'incitation financière ont un caractère transitoire (temporaire), et s'appliqueront aux quatre prochaines élections parlementaires de 2017, 2021, 2025 et 2029. Enfin, il est établi que le parti politique qui souhaite appliquer un système d'élections primaires lors des élections parlementaires des années 2017, 2021, 2025 et 2029 pourra soumettre au plus dans le cadre de ce système 40 % des candidatures aux sièges de député(e)s ou de sénateurs/sénatrices qu'ils pourront annoncer lors de l'élection finale, qu'ils aient ou non conclu un accord électoral.

Par ailleurs, s'agissant de la divulgation des droits et de l'incitation à donner aux femmes un rôle de dirigeantes, le Service national de la femme a mis en place en 2014, dans l'ensemble des 15 régions du pays, 43 **Écoles de formation au rôle de dirigeantes** qui ont dispensé une formation à 746 femmes. Ces écoles avaient pour objectifs de :

1. Favoriser et renforcer le rôle de dirigeantes chez les femmes pour que les participantes deviennent des porte-parole dans leurs communautés ou leurs groupes d'intérêts, toujours dans une perspective d'équité entre les sexes;
2. Créer entre des femmes d'âges et de situations différents des espaces de rencontre qui leur permettent de cerner leurs besoins communs concernant leur situation par rapport à leurs homologues masculins en favorisant ainsi chez elles l'esprit d'association et en contribuant à leur faire exercer leur rôle de dirigeantes loin des règles traditionnelles hiérarchisées et peu participatives.

Pour renforcer cette ligne d'action, le Service national de la femme s'est efforcé d'axer son programme de participation 2015 – 2018 sur trois éléments. Le premier consiste à donner la priorité aux efforts à déployer auprès des femmes non organisées pour faire connaître leurs droits. Ces efforts permettront de reconnaître aux femmes leur qualité de sujets de droits fondamentaux susceptibles d'avoir une action publique correspondant à cette reconnaissance.

Le deuxième élément du programme vise à promouvoir les associations de femmes avec pour principal objectif de mettre en évidence les divers fossés et entraves qui empêchent le plein exercice de leurs droits et de faire connaître leurs propositions pour remédier à ces situations. Cet élément mettra à disposition les outils nécessaires au dialogue avec d'autres organisations et avec l'État.

Le troisième élément, concernant le rôle de dirigeantes, visera à donner aux femmes la capacité de faire valoir les principales réclamations de leur communauté et des femmes et de faire prendre en compte ces situations dans les programmes publics en leur donnant les moyens de dialoguer et de négocier avec d'autres acteurs ou actrices.

De plus, dans le cadre des définitions stratégiques 2015-2018 et en vertu du critère d'interculturalité que l'on retrouve dans toutes ses politiques et programmes, le Service national de la femme, en coordination avec l'Unité chargée des questions autochtones du Ministère du développement social, a organisé en 2014 quatre **Rencontres zonales avec des femmes appartenant à des populations autochtones**. Ces rencontres ont été organisées dans le but de diagnostiquer dans un esprit participatif les intérêts et les demandes de ces femmes, en vue de l'établissement d'un plan d'action pour la défense des droits des femmes,

notamment des droits économiques, sexuels, politiques et ceux liés à une vie exempte de violence, en tenant compte de la vision du monde qu'ont ces femmes et de leur culture. Les résultats obtenus lors de ces rencontres serviront au bon fonctionnement du Service national de la femme et de ses programmes ainsi que du futur Ministère de la femme et de l'équité entre les sexes.

À ces rencontres ont participé un grand nombre de femmes dont la majorité appartenait aux peuples originaires du Chili (aymara, licanantay, kolla, mapuche, quechua, rapanui, diaguita et population d'ascendance africaine), provenant de toutes les régions du pays autour de quatre points : région d'Antofagasta¹, région del Libertador General Berrando O'Higgins², région métropolitaine et région de la Araucanía³.

Enfin, il y a lieu de mentionner le projet de loi présenté par le pouvoir exécutif **« pour le renforcement et la transparence de la démocratie »,** et soumis au Congrès le 16 décembre 2014 (Bulletin 9790-07).

Ce projet de loi s'inscrit dans une série de réformes visant à asseoir notre système démocratique et se caractérise par son souci de renforcer de façon plus appropriée le contrôle démocratique et la publicité et la transparence du financement de la politique.

S'agissant de l'implication des femmes dans le domaine public, il y a lieu de souligner que le projet, afin d'assurer une plus grande équité dans la vie politique et lors des campagnes, prévoit qu'un rapport trimestriel doit être présenté par les partis politiques ayant une représentation dans une des chambres du Congrès afin de disposer des ressources leur permettant de subvenir aux dépenses essentielles à leur fonctionnement ordinaire et de mener des activités de recherche, de promotion de la participation des femmes et des jeunes à la vie politique, de formation civique des citoyens et d'élaboration d'études en faveur du travail parlementaire et de formulation des politiques publiques. Il est prévu qu'un règlement du bureau du Ministre Secrétaire général de la présidence précisera quelles dépenses seront considérées comme essentielles audit fonctionnement ordinaire et quels pourcentages des subventions devront être consacrés à chacune des affectations indiquées étant entendu qu'« en tout état de cause, au moins 10 % du total des subventions versées à chaque parti devront servir à favoriser la participation des femmes à la vie politique ». La comptabilité des fonds publics et celle des subventions privées que les partis recevront devront être tenues séparément et mises à la disposition du public sur leurs sites Web, avec une ventilation du bilan mensuel des revenus et des dépenses dans les catégories indiquées, notamment celle prévue au paragraphe 1) « Dépenses pour les activités de promotion de la participation féminine » (nouveau paragraphe 2° de l'article 34, loi n° 18.603).

Ce projet en est au stade de la première lecture devant la Chambre des députés.

¹ Régions de Arica et Parinacota, Iquique, Antofagasta, Atacama.

² Régions de O'Higgins; Coquimbo, Valparaíso, Maule.

³ Régions de Araucanía, Bio Bio, Los Ríos, Los Lagos, Aysén, Magallanes.